

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction
de l'information
légale
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail

Ministère de l'agriculture
et de l'alimentation

BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2017/21 DU 10 JUIN 2017

	<u>Pages</u>
Ministère du travail	1
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	39

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2017/21

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Aide à domicile (familles rurales) : avenant n° 1 du 18 janvier 2017 à l'accord n° 1 relatif au travail à temps partiel.....	3
Boucherie, boucherie-charcuterie : avenant n° 53 du 8 mars 2017 modifiant l'article 36 de la convention collective.....	7
Bureaux d'études techniques : avenant n° 44 du 30 mars 2017 portant révision des avenants n° 42 et n° 43 relatifs aux minima conventionnels	9
Commissaires-priseurs judiciaires : accord du 7 mars 2017 relatif à la définition de l'ordre public conventionnel	12
Matériaux de construction (négoce [OETAM]) : avenant n° 14 du 21 mars 2017 relatif aux salaires minimaux conventionnels au 1 ^{er} mars 2017	14
Matériaux de construction (négoce [cadres]) : avenant n° 15 du 21 mars 2017 relatif aux salaires minimaux conventionnels au 1 ^{er} mars 2017	17
Médico-sociaux (établissements) : avenant n° 06-2016 du 18 novembre 2016 à la convention collective nationale relatif aux congés pour événements familiaux.....	19
Métallurgie (Meurthe-et-Moselle) : accord du 23 mars 2017 relatif aux salaires et aux primes pour l'année 2017	21
Métallurgie (Valenciennois et Cambrésis) : avenant du 24 mars 2017 relatif à la valeur du point et à la prime de panier de nuit au 1 ^{er} avril 2017.....	28
Métallurgie (Valenciennois et Cambrésis) : avenant du 24 mars 2017 relatif aux rémunérations annuelles hiérarchiques garanties pour l'année 2017	30
Sécurité sociale (organismes) : accord du 24 janvier 2017 relatif à la compétence du conseil d'administration de la CAPSSA.....	33
Sécurité sociale (organismes) : accord du 7 février 2017 relatif à la rémunération	35
Services à la personne (entreprises) : accord du 13 février 2017 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).....	36

Convention collective nationale
IDCC : 1031. – FÉDÉRATION NATIONALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES RURALES
(21 septembre 1979)

AVENANT N° 1 DU 18 JANVIER 2017
À L'ACCORD N° 1 RELATIF AU TRAVAIL À TEMPS PARTIEL
NOR : ASET1750467M
IDCC : 1031

Entre
FNAFR

D'une part, et
FGA CFDT
CFTC santé sociaux

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour vocation de compléter l'accord professionnel national n° 1 relatif au travail à temps partiel signé le 19 novembre 2014. L'accord est complété par les deux articles ci-après :

Article 1^{er}

Champ d'application de l'accord

L'accord professionnel national relatif au travail à temps partiel s'applique sur le territoire métropolitain et sur les départements et territoires d'outre-mer à l'ensemble des associations et fédérations familles rurales affiliées et classées selon la nomenclature d'activités française (NAF) dans les groupes suivants :

- 55.30Z : terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs ;
- 55.10Z : hôtels et hébergements similaires ;
- 56.29B : autres services de restauration ;
- 85.51Z : enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs ;
- 85.59A : formation continue d'adultes ;
- 85.52Z : enseignement culturel ;
- 85.59B : autres enseignements ;
- 88.91A : accueil de jeunes enfants ;
- 88.10A : aide à domicile ;

- 88.10B : accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées ;
- 88.99B : action sociale sans hébergement nca ;
- 88.99A : autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents ;
- 94.99Z : autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire ;
- 59.14Z : projection de films cinématographiques ;
- 90.01Z : arts du spectacle vivant ;
- 90.03B : autre création artistique ;
- 78.10Z : activités des agences de placement de main-d'œuvre ;
- 79.90Z : autres services de réservation et activités connexes ;
- 93.29Z : autres activités récréatives et de loisirs ;
- 97.00Z : activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 2

Précision sur les groupes métiers concernés cités par l'article 1^{er} « Durée de travail minimum » de l'accord :

Il faut entendre par « groupe 1 et groupe 2 (fiches métier 2-1-a à 2-4-a), les groupes métiers suivants :

Groupe 1	1-4-a	Délégué(e) régional(e)
	1-3-a	Coordinateur(trice) de services de soins
	1-2-a	Directeur(trice) adjoint(e) de fédération
	1-1-a	Directeur(trice) de fédération
Groupe 2	2-4-a	Responsable de secteur
	2-3-a	Chargé(e) de missions
	2-2-a	Conseiller(ère) technique
	2-1-a	Responsable de service

Par « groupe 2 (fiches métier 2-5-a à 2-9-a) » :

Groupe 2	2-9-a	Infirmier(ère)
	2-8-a	Assistant(e) de direction
	2-7-a	Directeur(trice) d'association
	2-6-a	Animateur(trice) de RAM
	2-5-a	Directeur(trice) de structure PE

Par « groupes 3 et 4 » :

GROUPE 4	4-11-a	Agent d'entretien
	4-10-a	Agent à domicile
	4-9-a	Préparateur(trice) de cuisine
	4-8-a	Personnel d'accompagnement
	4-7-a	Employé(e) à domicile
	4-6-a	Aide comptable
	4-5-a	Secrétaire-employé(e) de bureau
	4-4-a	Animateur(trice) d'ACM permanent
	4-3-a	Conducteur(trice) de car
	4-2-a	Secrétaire local(e) aide à domicile
	4-1-a	Assistant(e) éducateur(trice)
GROUPE 3	3-16-a	Cuisinier(e) économe
	3-15-a	Animateur(trice) local(e) et/ou fédéral(e)
	3-15-b	Directeur adjoint d'ACM permanent
	3-14-a	Professeur-animateur technique
	3-13-a	Maquettiste-secrétaire de rédaction
	3-12-a	Secrétaire assistante
	3-11-a	Auxiliaire de puériculture
	3-10-a	Conseiller(e) conjugal(e)
	3-9-a	Conseiller(e) ESF
	3-8-a	Directeur(trice) d'ACM permanent
	3-7-a	Comptable
	3-6-a	Auxiliaire de vie sociale
	3-5-a	Aide soignant(e)
	3-4-a	Éducateur(trice) petite enfance
	3-3-a	Accueillant(e) relais familles
	3-2-a	Directeur(trice) adjoint(e) de structure PE
	3-1-a	Responsable technique petite enfance

Article 3

Dépôt

Le présent avenant pourra être révisé selon les règles prévues aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail et dénoncé selon les règles prévues aux articles L. 2222-6, L. 2261-9 à L. 2261-13 du même code.

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives puis déposé pour agrément auprès du ministère des affaires sociales et de la santé en application de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles, puis après l'obtention de l'agrément déposé, en deux exemplaires (dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministre chargé du travail dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire original sera également établi pour chaque partie.

Il est précisé que le présent avenant ainsi que l'accord qu'il modifie entreront en vigueur à compter de leur agrément par le ministère des affaires sociales et de la santé en application de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles et de leur extension par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Paris, le 18 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3101

Convention collective nationale

IDCC : 992. – **BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE,
BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE,
COMMERCE DE VOLAILLES ET GIBIERS**

AVENANT N° 53 DU 8 MARS 2017
MODIFIANT L'ARTICLE 36 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1750477M
IDCC : 992

Entre
CNTF
CFBCT
FBHF
SNVD

D'une part, et

FGTA FO
CSFV CFTC
FNAA CFE-CGC
FGA CFDT
FNAF CGT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre d'un litige opposant un salarié à son employeur, la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation a été sollicitée pour rendre son avis sur l'interprétation de l'article 36 de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers, en cas de licenciement.

À l'unanimité, les membres de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation rappellent que le sens de l'article 36 pour la détermination de l'ancienneté dans la branche, est précisé à l'article 38 de la convention collective et ne souffre d'aucune ambiguïté quant à son interprétation et son application stricte dans le cadre du calcul de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Néanmoins, afin de lever toute erreur d'interprétation, à l'avenir, quant au cadre d'application de l'article 36, les membres de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation décident, par cet avenant, d'en réviser la rédaction.

Article 1^{er}

Entre les parties soussignées, il a été décidé de modifier l'article 36 de la présente convention collective comme suit :

Article 2

Article 36 « Ancienneté »

Il est ajouté le paragraphe suivant :

« Les dispositions prévues précédemment sont d'application stricte dans le cadre du calcul de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite des salariés quittant volontairement l'entreprise visée par l'article 38 de la présente convention collective. »

Article 3

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Fait à Paris, le 8 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3018

Convention collective nationale
IDCC : 1486. – **BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS
ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**

AVENANT N° 44 DU 30 MARS 2017
PORTANT RÉVISION DES AVENANTS N° 42 ET N° 43
RELATIFS AUX MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : ASET1750476M
IDCC : 1486

Entre
SYNTEC
CINOV

D'une part, et
CSFV CFTC
F3C CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent avenant porte révision des avenants n° 42 et n° 43 à la convention collective nationale du 21 mai 2013 étendus par arrêté du 2 août 2013.

Il a pour objet de déterminer les salaires minimaux conventionnels des ETAM et des ingénieurs et cadres (IC) applicables à compter de la date prévue au titre III du présent avenant, dans le respect des dispositions visées dans l'accord national du 27 octobre 2014 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

TITRE I^{ER}

FIXATION DES MINIMA CONVENTIONNELS ETAM

À compter de la date prévue au titre III du présent avenant, les salaires minimaux conventionnels des ETAM sont déterminés selon la formule suivante :

Salaire minimum conventionnel = base fixe + (valeur du point ETAM × coefficient de la position).

Pour la position 1.3.1, la valeur du point est fixée à 2,96 € brut et la base fixe à 858,80 € brut.

Pour les positions 1.3.2, 1.4.1 et 1.4.2 la valeur du point est fixée à 2,91 € brut et la base fixe à 843,50 € brut.

Pour les positions 2.1, 2.2, 2.3, la valeur du point est fixée à 2,91 € brut et la base fixe à 850,50 € brut.

Pour les positions 3.1, 3.2, 3.3 la valeur du point est fixée à 2,91 € brut et la base fixe à 855,80 € brut.

Cette révision ainsi définie de la valeur du point et de la base fixe porte le montant des nouveaux salaires minimaux conventionnels aux sommes indiquées dans le tableau ci-dessous, par position et coefficient de la grille ETAM de la convention collective nationale :

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	BASE FIXE	VALEUR du point	SALAIRE minimal brut (*)
1.3.1	220	858,80	2,96	1 510,00
1.3.2	230	843,50	2,91	1 512,80
1.4.1	240	843,50	2,91	1 541,90
1.4.2	250	843,50	2,91	1 571,00
2.1	275	850,50	2,91	1 650,75
2.2	310	850,50	2,91	1 752,60
2.3	355	850,50	2,91	1 883,55
3.1	400	855,80	2,91	2 019,80
3.2	450	855,80	2,91	2 165,30
3.3	500	855,80	2,91	2 310,80

(*) Dans les conditions visées à l'article 32 de la convention collective des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseils.

TITRE II

FIXATION DES MINIMA CONVENTIONNELS IC

Le présent avenant a pour objet de déterminer les salaires minimaux conventionnels des ingénieurs et cadres (IC) à compter de la date prévue au titre III.

À compter de la date prévue au titre III du présent avenant, la valeur du point des ingénieurs et cadres classés dans la grille cadre de la convention collective nationale est fixée :

- pour les positions 1.1, 1.2, 2.1 (coefficient 105), 2.1 (coefficient 115), 2.2, 2.3 à 20,51 € brut pour les ingénieurs et cadres classés dans la grille cadre de la convention collective nationale ;
- pour les positions 3.1, 3.2, 3.3, à 20,43 € brut pour les ingénieurs et cadres classés dans la grille cadre de la convention collective nationale.

Cette révision ainsi définie de la valeur du point des ingénieurs et cadres porte le montant des nouveaux salaires minimaux conventionnels aux sommes indiquées dans le tableau ci-dessous, par position et coefficient de la grille cadre de la convention collective nationale :

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	VALEUR du point	SALAIRE minimal brut (*)
1.1 (coef. 95)	95	20,51	1 948,45
1.2 (coef. 100)	100	20,51	2 051,00
2.1 (coef. 105)	105	20,51	2 153,55

POSITION	COEFFICIENT	VALEUR du point	SALAIRE minimal brut (*)
2.1 (coef. 115)	115	20,51	2 358,65
2.2 (coef. 130)	130	20,51	2 666,30
2.3 (coef. 150)	150	20,51	3 076,50
3.1 (coef. 170)	170	20,43	3 473,10
3.2 (coef. 210)	210	20,43	4 290,30
3.3 (coef. 270)	270	20,43	5 516,10
(*) Dans les conditions visées à l'article 32 de la convention collective des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseils.			

TITRE III

DATE D'APPLICATION DU PRÉSENT AVENANT

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du mois civil suivant la date de publication de son arrêté ministériel d'extension au *Journal officiel* et au plus tard le 1^{er} juillet 2017 pour l'ensemble des entreprises de la branche.

Fait à Paris, le 30 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3363

Convention collective nationale
IDCC : 2785. – **SOCIÉTÉS DE VENTES VOLONTAIRES
DE MEUBLES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
ET DES OFFICES DE COMMISSAIRES-PRISEURS JUDICIAIRES**

ACCORD DU 7 MARS 2017
RELATIF À LA DÉFINITION DE L'ORDRE PUBLIC CONVENTIONNEL
NOR : ASET1750475M
IDCC : 2785

Entre
SYMEV
CNCPJ
SNCPJ

D'une part, et

CSFV CFTC
FS CFDT
FSE CGT
SPCPSVV CFE-CGC
FESSAD UNSA

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi du 8 août 2016, en son article 24, transcrit dans le code du travail par l'article L. 2232-5-1, stipulant que doivent s'engager au niveau des branches professionnelles des négociations portant sur la définition de l'ordre public conventionnel. C'est dans ce cadre que les organisations patronales et salariées ont rédigé cet accord.

Article unique

L'ensemble de la convention collective, y compris les avenants et accords présents et futurs, est d'ordre impératif à l'exception des dispositions ouvertes à la supplétivité par les lois du 16 avril 2008, du 20 août 2008 et du 8 août 2016.

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Dépôt. – Entrée en vigueur

Le présent avenant est déposé au conseil de prud'hommes de Paris et auprès des services centraux du ministre chargé du travail en deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Le présent avenant entre en vigueur dès les formalités de dépôt accomplies.

Extension

L'extension de l'avenant est sollicitée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 7 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3154

Convention collective nationale
IDCC : 3216. – NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

AVENANT N° 14 DU 21 MARS 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS
AU 1^{ER} MARS 2017
NOR : ASET1750469M
IDCC : 3216

Entre
FNBM

D'une part, et
CSFV CFTC
FNCB CFDT
FG FO construction

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salarié(e)s qui relèvent des conventions collectives nationales des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la branche du négoce des matériaux de construction.

Article 2

*Grille de minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail
à compter du 1^{er} mars 2017*

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

Coefficient 165 :

– Pf = 934,98 €.

Coefficient 170 :

– Pf = 923,86 € ;

– Vp = 3,33 €.

Autres coefficients :

– Pf = 903 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEF.	SALAIRE minimal conventionnel
I	165	1 484,43
II	170	1 489,96
	180	1 502,40
	195	1 552,35
III	210	1 602,30
	225	1 652,25
	245	1 718,85
IV	250	1 735,50
	270	1 802,10
	290	1 868,70
V	310	1 935,30
	330	2 001,90
	350	2 068,50

Article 3

Prime d'ancienneté applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2017

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU		COEF.	3 ANS	6 ANS	9 ANS	12 ANS	15 ANS
I	B	165	38,51	77,02	115,53	154,05	192,56
II	A	170	38,82	77,65	116,48	155,30	194,13
	B	180	39,53	79,06	118,59	158,13	197,65
	C	195	40,93	81,86	122,78	163,72	204,65
III	A	210	42,32	84,65	126,99	169,30	211,64
	B	225	43,73	87,45	131,18	174,91	218,63
	C	245	45,59	91,18	136,77	182,37	227,95
IV	A	250	46,06	92,12	138,17	184,23	230,29
	B	270	47,92	95,85	143,77	191,70	239,61
	C	290	49,79	99,58	149,36	199,15	248,94
V	A	310	51,64	103,30	154,95	206,61	258,26
	B	330	53,52	107,03	160,56	214,07	267,59
	C	350	55,38	110,77	166,14	221,53	276,91

Article 4

Égalité salariale entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, et à définir et programmer mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération, conformément à l'article L. 2241-9 du code du travail.

Article 5

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} mars 2017.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

Article 6

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 8

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 21 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3154

Convention collective nationale

IDCC : 3216. – NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

AVENANT N° 15 DU 21 MARS 2017

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS

AU 1^{ER} MARS 2017

NOR : ASET1750470M

IDCC : 3216

Entre

FNBM

D'une part, et

CSFV CFTC

FNCB CFDT

FG FO construction

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minima est applicable aux salarié(e)s qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de la branche du négoce des matériaux de construction.

*Barème applicable pour la durée légale du travail
à compter du 1^{er} mars 2017*

VPA = 77,54886.

(En euros.)

VI	A	350	27 142,10
	B	380	29 468,57
VII	A	410	31 795,03
	B	450	34 896,99
	C	490	37 998,94

VIII	A	550	42 651,87
	B	600	46 529,32
	C	650	50 406,76
IX	A	680	52 733,22
	B	750	58 161,65

Article 2

Égalité salariale entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, et à définir et programmer mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération, conformément à l'article L. 2241-9 du code du travail.

Article 3

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} mars 2017.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

Article 4

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 5

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 6

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 21 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale
IDCC : 405. – ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX
DE L'UNION INTERSYNDICALE
DES SECTEURS SANITAIRES ET SOCIAUX
(26 août 1965)

AVENANT N° 06-2016 DU 18 NOVEMBRE 2016
À LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE
RELATIF AUX CONGÉS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX

NOR : ASET1750468M
IDCC : 405

Entre
UNISSS Charenton
SNAMIS
SISMES

D'une part, et
CFDT
CFTC
CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il est convenu et décidé entre les parties signataires de :

Remplacer :

« Pour le décès d'un beau-frère, d'une belle-sœur, d'un beau-père, d'une belle-mère : 1 jour ouvré.

Pour le décès d'un parent (père, mère, sœur, grand-mère, grand-père, petit-fils, petite-fille) :
2 jours ouvrés. »

Par :

« Pour le décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur :
3 jours ouvrés.

Pour le décès d'une grand-mère, d'un grand-père, d'un petit-fils, d'une petite-fille : 2 jours
ouvrés. »

Remplacer :

« Pour le décès d'un conjoint ou du partenaire d'un Pacs : 5 jours ouvrés. »

Par :

« Pour le décès d'un conjoint, du partenaire d'un Pacs ou du concubin : 5 jours ouvrés. »

Cet avenant est applicable à partir du 1^{er} décembre 2016.

Fait à Charenton-le-Pont, le 18 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

IDCC : 1365. – **INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX
(Meurthe-et-Moselle)
(4 février 1976)**

(Étendue par arrêté du 27 novembre 1981,
Journal officiel du 31 décembre 1981)

ACCORD DU 23 MARS 2017
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2017

NOR : ASET1750473M

IDCC : 1365

Entre

UIMM Lorraine

D'une part, et

CFE-CGC métallurgie Lorraine

FO métallurgie Meurthe-et-Moselle

CFDT métallurgie Meurthe-et-Moselle

CFTC métallurgie Meurthe-et-Moselle

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord s'inscrit dans le cadre des négociations prévues aux articles suivants :

- article 13 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de travail des industries de transformation des métaux de Meurthe-et-Moselle modifiée ;
- article 17 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de travail des industries de transformation des métaux de Meurthe-et-Moselle modifiée ;
- article 24 des clauses générales de la convention collective précitée.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord concerne les entreprises soumises aux dispositions de la convention collective de travail des industries de transformation des métaux de Meurthe-et-Moselle modifiée.

Article 2

Rémunération minimale hiérarchique (RMH) (art. 13 de l'avenant « Mensuels »)

La valeur du point servant de base au calcul de la prime d'ancienneté est fixée à compter du 1^{er} avril 2017 à 5,10 € pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, sur la base mensualisée de 151,67 heures.

Conformément aux articles 13 et 15 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective des industries de transformation des métaux de Meurthe-et-Moselle modifiée, la prime d'ancienneté varie avec l'horaire de travail. En conséquence, elle est adaptée à l'horaire de travail effectif.

Article 3

Garanties de rémunération effective (GRE) (art. 13 de l'avenant « Mensuels »)

Le barème de garanties de rémunération effective (GRE), pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, sur la base mensualisée de 151,67 heures, est fixé comme suit, à partir de l'année 2017.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	BARÈME
V	3	395	32 003
		365	29 284
	2	335	27 037
	1	305	24 296
IV	3	285	22 830
	2	270	21 548
	1	255	20 699
III	3	240	20 187
	2	225	19 181
	1	215	18 594
II	3	190	18 526
	2	180	18 500
	1	170	18 478
I	3	155	18 448
	2	145	18 437
	1	140	18 425

Article 4

Prime de vacances (art. 24 des clauses générales)

Le montant de la prime de vacances versée à compter du 1^{er} juin 2017 et afférente aux congés payés correspondant à la période de référence : 1^{er} juin 2016/31 mai 2017 est fixé à 810 € pour un congé complet de 30 jours ouvrables, soit 27 € par jour ouvrable de congé principal.

La prime de vacances est calculée selon les modalités de l'article 24 des clauses générales de la convention collective de travail des industries de transformation des métaux de Meurthe-et-Moselle modifiée.

Article 5

Prime de panier de nuit (art. 17 de l'avenant « Mensuels »)

Le montant de la prime de panier de nuit versé à compter du 1^{er} avril 2017 est fixé à 6,90 €.

Article 6

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 7

Entrée en vigueur

En application de l'article L. 2261-1 du code du travail, le présent accord entrera en vigueur au lendemain de l'accomplissement des formalités de dépôt.

Article 8

Rendez-vous et suivi de l'application de l'accord

Les parties conviennent, à l'occasion des négociations prévues par les articles 13 et 17 de l'avenant « Mensuels » et 24 des clauses générales de la convention collective de travail des industries de transformation des métaux de Meurthe-et-Moselle modifiée, de faire un bilan du présent accord et d'envisager son évolution.

Article 9

Révision

Le présent accord peut être révisé, à tout moment pendant sa période d'application, par accord collectif conclu sous la forme d'un avenant.

Les organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs habilitées à engager la procédure de révision sont déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

La procédure de révision est engagée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge à chaque organisation habilitée à négocier l'avenant de révision. À la demande d'engagement de la procédure de révision sont jointes les modifications que son auteur souhaite voir apportées au présent accord.

L'invitation à négocier l'avenant de révision est adressée par l'union des industries et métiers de la métallurgie Lorraine aux organisations syndicales représentatives dans le mois courant à compter de la notification la plus tardive des demandes d'engagement de la procédure de révision.

Les conditions de validité de l'avenant de révision obéissent aux conditions posées par l'article L. 2232-6 du code du travail.

Article 10

Dénonciation

Sans préjudice du dernier alinéa de l'article L. 2261-10 du code du travail, le présent accord pourra être dénoncé, à tout moment, par les parties signataires en respectant un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation se fera dans les conditions prévues par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 11

Formalités

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent texte sera notifié à chacune des organisations représentatives.

Le texte du présent accord sera, en application de l'article D. 2231-2 du même code, déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Nancy.

Article 12

Entrée en vigueur

Les parties contractantes conviennent de demander l'extension du présent accord selon l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Maxéville, le 23 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

**Barème des primes mensuelles d'ancienneté
pour une durée hebdomadaire de 35 heures à compter du 1^{er} avril 2017**

Valeur du point : 5,10 €.

Barème des administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %
V	3	395	40,29	60,44	80,58	100,73	120,87	141,02	161,16	181,31	201,45	221,60	241,74	261,89	282,03	302,18
	2	365	37,23	55,85	74,46	93,08	111,69	130,31	148,92	167,54	186,15	204,77	223,38	242,00	260,61	279,23
	1	335	34,17	51,26	68,34	85,43	102,51	119,60	136,68	153,77	170,85	187,94	205,02	222,11	239,19	256,28
IV		305	31,11	46,67	62,22	77,78	93,33	108,89	124,44	140,00	155,55	171,11	186,66	202,22	217,77	233,33
	3	285	29,07	43,61	58,14	72,68	87,21	101,75	116,28	130,82	145,35	159,89	174,42	188,96	203,49	218,03
	2	270	27,54	41,31	55,08	68,85	82,62	96,39	110,16	123,93	137,70	151,47	165,24	179,01	192,78	206,55
III	1	255	26,01	39,02	52,02	65,03	78,03	91,04	104,04	117,05	130,05	143,06	156,06	169,07	182,07	195,08
	3	240	24,48	36,72	48,96	61,20	73,44	85,68	97,92	110,16	122,40	134,64	146,88	159,12	171,36	183,60
	2	225	22,95	34,43	45,90	57,38	68,85	80,33	91,80	103,28	114,75	126,23	137,70	149,18	160,65	172,13
II	1	215	21,93	32,90	43,86	54,83	65,79	76,76	87,72	98,69	109,65	120,62	131,58	142,55	153,51	164,48
	3	190	19,38	29,07	38,76	48,45	58,14	67,83	77,52	87,21	96,90	106,59	116,28	125,97	135,66	145,35
	2	180	18,36	27,54	36,72	45,90	55,08	64,26	73,44	82,62	91,80	100,98	110,16	119,34	128,52	137,70
I	1	170	17,34	26,01	34,68	43,35	52,02	60,69	69,36	78,03	86,70	95,37	104,04	112,71	121,38	130,05
	3	155	15,81	23,72	31,62	39,53	47,43	55,34	63,24	71,15	79,05	86,96	94,86	102,77	110,67	118,58
	2	145	14,79	22,19	29,58	36,98	44,37	51,77	59,16	66,56	73,95	81,35	88,74	96,14	103,53	110,93
	1	140	14,28	21,42	28,56	35,70	42,84	49,98	57,12	64,26	71,40	78,54	85,68	92,82	99,96	107,10

Barème des ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %
V	3	395	42,3	63,46	84,61	105,76	126,91	148,07	169,22	190,37	211,52	232,67	253,83	274,98	296,13	317,28
	2	365	39,09	58,64	78,18	97,73	117,27	136,82	156,37	175,91	195,46	215,00	234,55	254,09	273,64	293,19
	1	335	35,88	53,82	71,76	89,70	107,64	125,57	143,51	161,45	179,39	197,33	215,27	233,21	251,15	269,09
IV	3	305	32,66	49,00	65,33	81,66	98,00	114,33	130,66	146,99	163,33	179,66	195,99	212,33	228,66	244,99
	2	285	30,52	45,79	61,05	76,31	91,57	106,83	122,09	137,36	152,62	167,88	183,14	198,40	213,66	228,93
	1	270	28,92	43,38	57,83	72,29	86,75	101,21	115,67	130,13	144,59	159,04	173,50	187,96	202,42	216,88
III	3	255	27,31	40,97	54,62	68,28	81,93	95,59	109,24	122,90	136,55	150,21	163,86	177,52	191,17	204,83
	2	240	25,70	38,56	51,41	64,26	77,11	89,96	102,82	115,67	128,52	141,37	154,22	167,08	179,93	192,78
	1	225	24,10	36,15	48,20	60,24	72,29	84,34	96,39	108,44	120,49	132,54	144,59	156,63	168,68	180,73
II	3	215	23,03	34,54	46,05	57,57	69,08	80,59	92,11	103,62	115,13	126,65	138,16	149,67	161,19	172,70
	2	190	20,35	30,52	40,70	50,87	61,05	71,22	81,40	91,57	101,75	111,92	122,09	132,27	142,44	152,62
	1	180	19,28	28,92	38,56	48,20	57,83	67,47	77,11	86,75	96,39	106,03	115,67	125,31	134,95	144,59
I	3	170	18,21	27,31	36,41	45,52	54,62	63,72	72,83	81,93	91,04	100,14	109,24	118,35	127,45	136,55
	2	155	16,60	24,90	33,20	41,50	49,80	58,10	66,40	74,70	83,00	91,30	99,60	107,90	116,20	124,50
	1	145	15,53	23,29	31,06	38,82	46,59	54,35	62,12	69,88	77,65	85,41	93,18	100,94	108,71	116,47
		140	14,99	22,49	29,99	37,49	44,98	52,48	59,98	67,47	74,97	82,47	89,96	97,46	104,96	112,46

Barème des agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %
V	3	395	43,11	64,67	86,22	107,78	129,33	150,89	172,44	194,00	215,55	237,11	258,66	280,22	301,77	323,33
	2	365	39,84	59,75	79,67	99,59	119,51	139,43	159,34	179,26	199,18	219,10	239,02	258,93	278,85	298,77
	1	335	36,56	54,84	73,12	91,40	109,69	127,97	146,25	164,53	182,81	201,09	219,37	237,65	255,93	274,21
IV	3	305	33,29	49,93	66,58	83,22	99,86	116,51	133,15	149,79	166,44	183,08	199,73	216,37	233,01	249,66
	2	285	31,1	46,66	62,21	77,76	93,31	108,87	124,42	139,97	155,52	171,08	186,63	202,18	217,73	233,29
	1	270	29,47	44,20	58,94	73,67	88,40	103,14	117,87	132,61	147,34	162,07	176,81	191,54	206,27	221,01
III	3	255	27,83	41,75	55,66	69,58	83,49	97,41	111,32	125,24	139,15	153,07	166,98	180,90	194,81	208,73
	2	240	26,19	39,29	52,39	65,48	78,58	91,68	104,77	117,87	130,97	144,06	157,16	170,26	183,36	196,45
	1	225	24,56	36,83	49,11	61,39	73,67	85,95	98,23	110,50	122,78	135,06	147,34	159,62	171,90	184,17
II	3	215	23,46	35,20	46,93	58,66	70,40	82,13	93,86	105,59	117,33	129,06	140,79	152,52	164,26	175,99
	2	190	20,74	31,10	41,47	51,84	62,21	72,58	82,95	93,31	103,68	114,05	124,42	134,79	145,16	155,52
	1	180	19,64	29,47	39,29	49,11	58,94	68,76	78,58	88,40	98,23	108,05	117,87	127,69	137,52	147,34
I	3	170	18,55	27,83	37,11	46,38	55,66	64,94	74,22	83,49	92,77	102,05	111,32	120,60	129,88	139,15
	2	155	16,92	25,38	33,83	42,29	50,75	59,21	67,67	76,13	84,58	93,04	101,50	109,96	118,42	126,88
	1	145	15,82	23,74	31,65	39,56	47,48	55,39	63,30	71,21	79,13	87,04	94,95	102,86	110,78	118,69
	1	140	15,28	22,92	30,56	38,20	45,84	53,48	61,12	68,76	76,40	84,04	91,68	99,32	106,96	114,60

Convention collective

**IDCC : 1592. – INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE
(Valenciennois et Cambrésis)
(13 juillet 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)
(Étendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 23 juillet 1991)*

AVENANT DU 24 MARS 2017

RELATIF À LA VALEUR DU POINT ET À LA PRIME DE PANIER DE NUIT

AU 1^{ER} AVRIL 2017

NOR : ASET1750471M

IDCC : 1592

Entre

UIMM Grand Hainaut

D'une part, et

CGT-FO Valenciennes

CFTC Valenciennes

CFE-CGC Valenciennes

CFTC Cambrai

CFE-CGC Cambrai

CGT-FO Cambrai

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant est conclu dans le cadre et en application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Il a pour objectif de fixer :

- d'une part la valeur du point servant de base de calcul aux rémunérations minimales hiérarchiques et à la prime d'ancienneté telle que prévue aux articles 9.3.1 et 9.8 de ladite convention collective et par son annexe I ;
- d'autre part, le montant de la prime de panier de nuit prévue par l'article 10 de la convention susvisée.

Article 2

À compter du 1^{er} avril 2017, la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,20 €.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié d'un montant de prime d'ancienneté tel qu'il résulte de la présente valeur du point, il sera notamment tenu compte des éventuelles compensations de la prime d'ancienneté, accordées dans le cadre d'une réduction d'horaire, même si ces compensations ont été intégrées au salaire de base.

Article 3

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent notamment de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 9.8 de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Leurs valeurs seront adaptées à la durée effective de travail à laquelle sont soumis les salariés.

Article 4

À compter du 1^{er} avril 2017, la prime de panier de nuit est fixée à 7,42 €.

Article 5

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 6

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 24 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 1592. – INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE
(Valenciennois et Cambrésis)
(13 juillet 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)
(Étendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 23 juillet 1991)*

AVENANT DU 24 MARS 2017

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES HIÉRARCHIQUES GARANTIES
POUR L'ANNÉE 2017**

NOR : ASET1750472M
IDCC : 1592

Entre

UIMM Grand Hainaut

D'une part, et

CGT-FO Valenciennes

CFTC Valenciennes

CFE-CGC Valenciennes

CFTC Cambrai

CFE-CGC Cambrai

CGT-FO Cambrai

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires du présent accord considèrent que l'industrie française, en particulier la métallurgie, nécessite une véritable mobilisation pour que, tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences et qualités propres et y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général.

Elles rappellent l'importance du respect de la mixité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les parties signataires rappellent également que le présent accord sur les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) ne peut avoir pour conséquence d'interférer sur les négociations dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le présent avenant a pour objet de déterminer, en application et dans le cadre de l'accord du 9 juillet 1992, les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) à partir de l'année 2017 dans les entreprises relevant du champ d'application territorial et professionnel de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Article 2

Le barème des rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) est établi sur la base de 151,67 heures, correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il figure en annexe du présent avenant et a pour objet exclusif d'apporter à l'ensemble des salariés des entreprises concernées la garantie de rémunérations minimales annuelles.

Le barème sera adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

Article 3

Concernant l'assiette de calcul des RAHG, les parties signataires rappellent l'article 2 de l'accord du 9 juillet 1992 à savoir : « Pour l'application de cette garantie annuelle, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant des cotisations en vertu de la législation sur la sécurité sociale à l'exception de celles correspondant :

- à des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole n'ayant pas eu explicitement pour but d'assurer le complément de rémunération prévue à l'article 7 de l'accord du 9 juillet 1992 ;
- à des remboursements de frais ;
- aux contrats d'intéressement (ordonnance du 7 janvier 1958 modifiée) ;
- à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise telle que prévue par l'ordonnance du 17 août 1967 modifiée ;
- à des majorations pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres découlant de l'application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis ;
- aux majorations pour heures supplémentaires ;
- à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis. »

Article 4

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 5

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 24 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG)

Durée légale de 35 heures.

Barème base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TRAVAILLEUR manuel	ADMINISTRATIF et technicien	MAÎTRISE atelier
V	4	395		29 044	30 696
	3	365		27 009	28 821
	2	335		24 857	26 534
	1	305		22 924	24 568
IV	3	285	22 461	21 523	22 925
	2	270	21 376	20 648	
	1	255	20 433	19 901	21 317
III	3	240	19 742	19 390	20 130
	2	225		18 946	
	1	215	19 169	18 508	19 267
II	3	190	18 668	18 287	
	2	180		18 186	
	1	170	18 230	18 073	
I	3	155	18 030	18 012	
	2	145	17 861	17 861	
	1	140	17 848	17 848	

Le présent barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

ACCORD DU 24 JANVIER 2017
RELATIF À LA COMPÉTENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAPSSA

NOR : ASET1750479M
IDCC : 218

Entre
UCANSS

D'une part, et

CFDT
CGT-FO
CFTC
CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de simplifier les modalités de modification des statuts de la caisse de prévoyance des agents de la sécurité sociale et assimilés (CAPSSA) en donnant compétence à son conseil d'administration dès lors que la modification envisagée est rendue nécessaire du fait d'une évolution des dispositions légales ou réglementaires, et vise l'un des articles mentionnés ci-dessous.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Par exception aux dispositions de l'article 23 des statuts de la caisse de prévoyance des agents de la sécurité sociale et assimilés (CAPSSA), le conseil d'administration de la CAPSSA a compétence pour modifier les statuts de l'institution, dès lors que cette modification porte exclusivement sur l'intégration d'une nouvelle disposition légale ou réglementaire présentant un caractère obligatoire, et qu'elle intervient dans le champ des articles suivants :

- article 1^{er} : nature juridique ;
- article 2 : siège social ;
- article 4 : objet ;
- article 8 : attributions du conseil d'administration ;
- article 9 : exercice des fonctions d'administrateur ;

- article 10 : réunions et délibérations ;
- article 11 : procès-verbaux ;
- article 12 : bureau ;
- article 13 : commissions ;
- article 14 : directeur général ;
- article 16 : réunions de la commission paritaire ;
- article 17.1 : commission paritaire ordinaire ;
- article 18 : ressources ;
- article 19 : charges ;
- article 20 : comptabilité et placements ;
- article 21 : fonds de réserve ;
- article 22 : commissaires aux comptes.

Article 2

Dispositions diverses

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions légales.

Il s'applique sous réserve de l'agrément des autorités de tutelle, et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Fait à Paris, le 24 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

ACCORD DU 7 FÉVRIER 2017

RELATIF À LA RÉMUNÉRATION

NOR : ASET1750478M

IDCC : 218

Entre

UCANSS

D'une part, et

CFDT

CFTC

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux se sont rencontrés dans le cadre de la négociation salariale pour l'année 2017.

Dans ce cadre, ils sont convenus des dispositions qui suivent.

Article 1^{er}

La valeur du point arrêtée au 1^{er} mai 2010 est majorée de 0,5 % au 1^{er} mai 2017, et s'établit à compter de cette date à 7,24342 €.

Article 2

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions légales prévues aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Il s'applique sous réserve de l'agrément ministériel prévu par le code de la sécurité sociale, et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Il est d'application impérative à l'ensemble des organismes du régime général de sécurité sociale.

Fait à Paris, le 7 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3370

Convention collective nationale

IDCC : 3127. – **ENTREPRISES DE SERVICES À LA PERSONNE**

ACCORD DU 13 FÉVRIER 2017

RELATIF À LA MISE EN PLACE DE LA COMMISSION PARITAIRE PERMANENTE
DE NÉGOCIATION ET D'INTERPRÉTATION (CPPNI)

NOR : ASET1750474M

IDCC : 3127

Entre

FESP

FEDESAP

D'une part, et

FS CFDT

CFTC santé sociaux

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans un contexte où la loi travail du 8 août 2016 institue de nouvelles commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation au sein des branches (art. L. 2232-9 du code du travail), et où le décret n° 2016-1556 du 18 novembre 2016 relatif à la procédure de transmission des conventions et accords d'entreprise aux commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation, publié au *Journal officiel* sous le numéro 0269 du 19 novembre 2016, texte n° 31, est entré en vigueur le 20 novembre 2016, il était important que les partenaires sociaux se réunissent pour définir les modalités de fonctionnement de cette commission au sein de la branche « Entreprises de services à la personne ».

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord vise les conventions et/ou les accords des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de services à la personne (IDCC 3127).

Article 2

Rôle de la branche

Conformément à l'article 24 de la loi travail du 8 août 2016, il est rappelé que la branche a pour missions :

1. De définir, par la négociation, les garanties applicables aux salariés employés par les entreprises relevant de son champ d'application, notamment en matière de salaires minima, de classifications, de garanties collectives complémentaires, de mutualisation des fonds de la formation professionnelle, de prévention de la pénibilité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
2. De définir, par la négociation, les thèmes sur lesquels les conventions et accords d'entreprise ne peuvent être moins favorables que les conventions et accords conclus au niveau de la branche, à l'exclusion des thèmes pour lesquels la loi prévoit la primauté de la convention ou de l'accord d'entreprise ;
3. De réguler la concurrence entre les entreprises relevant de son champ d'application prévue au titre VI du livre I^{er} de la quatrième partie du présent code et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes mentionnée à l'article L. 2241-3.

Article 3

CPPNI entreprises de services à la personne (commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation)

Il est précisé que la CPPNI remplace la précédente commission paritaire de révision, d'interprétation et de conciliation (partie I, chapitre V) qui se trouve abolie par le présent accord.

Elle est composée de représentants de chacune des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans la branche professionnelle et d'un nombre égal de représentants des organisations patronales représentatives au plan national dans la branche professionnelle, cette commission paritaire aura pour mission :

- de représenter la branche notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- d'exercer un rôle de veille sur les conditions d'emploi et de travail ;
- d'établir un rapport annuel d'activité qui sera publié dans la base de données nationale comprenant un bilan des accords d'entreprise, qui portera en particulier sur l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre les entreprises de la branche. Elle formulera le cas échéant des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées ;
- de rendre un avis à la demande d'une juridiction sur l'interprétation d'une convention ou d'un accord collectif dans les conditions mentionnées à l'article L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire ;
- d'exercer les missions de l'observatoire paritaire mentionné à l'article L. 2232-10 du code du travail ;
- d'apporter toute modification qui pourrait être nécessaire à son bon fonctionnement.

Article 4

Modalités de transmission des conventions et/ou accords d'entreprise

4.1. Accords devant être transmis à la commission

Les conventions et accords d'entreprise comportant des stipulations portant sur :

- la durée du travail, la répartition et l'aménagement des horaires (heures supplémentaires, conventions de forfaits, travail à temps partiel, travail intermittent...);
- le repos quotidien ;
- les jours fériés ;

- les congés (congés payés et autres congés) ;
- le compte épargne temps (CET).

4.2. Diligence de transmission

La partie la plus diligente (l'employeur ou le syndicat, ou le cas échéant, les élus ou les salariés mandatés pour la négociation) transmet l'accord à la CPPNI. Il appartient également à la partie la plus diligente d'informer de cette transmission les autres signataires du texte.

Il est rappelé que les noms et prénoms des signataires doivent être supprimés de l'accord transmis à la CPPNI.

4.3. Adresse d'envoi à la CPPNI

En version électronique, à l'adresse suivante : CPPNIESAP@gmail.com.

Le secrétariat de la commission paritaire notifiera au ministère du travail tout éventuel changement d'adresse.

Les partenaires sociaux seront destinataires de tout courriel reçus sur l'adresse mail mentionnée précédemment tous les destinataires verront simultanément le texte.

À réception d'un accord sur cette adresse, un accusé de réception sera émis.

Article 5

Conditions d'application de l'accord

Il est convenu que la commission se réunira :

- au moins trois fois par an, sur la base d'un calendrier à définir au début de chaque année, en vue des négociations annuelle, triennale et quinquennale ;
- autant de fois que nécessaire, dans le cadre des missions qui lui incombent, telles que mentionnées à l'article 3 du présent accord ;
- dans les meilleurs délais suivant toute modification de la législation ou de la réglementation ayant une incidence sur les clauses du présent accord.

Article 6

Durée de l'accord, extension, dénonciation et révision

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et sera soumis à la procédure d'extension. Il pourra être révisé ou dénoncé selon les conditions légales.

Fait à Paris, le 13 février 2017.

(Suivent les signatures.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2017/21

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
Aquaculture : avenant n° 9 du 8 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} février 2017	42
Bétail et viande (coopératives et SICA) : avenant n° 134 du 23 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} avril 2017	44
Chevaux de courses au trot (établissements d'entraînement) : avenant n° 50 du 3 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} janvier 2017	46
Coopératives agricoles de céréales, de meunerie, d'approvisionnement, d'alimentation du bétail et d'oléagineux : avenant n° 126 du 16 février 2017 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2017	48
Entreprises agricoles de déshydratation (Champagne-Ardenne) : avenant n° 127 du 12 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} février 2017	52
Entreprises de travaux forestiers, des exploitations forestières et des propriétaires forestiers sylviculteurs (Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges) : avenant n° 1 du 26 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux	55
Exploitations agricoles (Ariège) : avenant n° 97 du 2 février 2017 relatif aux salaires minimaux	61
Exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées et CUMA (Corrèze) : avenant n° 146 du 19 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} janvier 2017	63
Exploitations de cultures légumières (Maine-et-Loire) : avenant n° 77 du 27 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} janvier 2017	65
Exploitations et entreprises du secteur de la production de champignons (Centre) : avenant n° 29 du 23 mars 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} avril 2017	67
Exploitations horticoles et pépinières (Maine-et-Loire) : avenant n° 108 du 26 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} avril 2017	69
Exploitations horticoles et pépinières (Vendée) : avenant n° 85 du 23 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} mars 2017	71
Exploitations maraîchères (Vendée) : avenant n° 91 du 23 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} mars 2017	73
Exploitations de polyculture, de viticulture et d'élevage (Maine-et-Loire) : avenant n° 88 du 27 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} février 2017	75

Exploitations de polyculture, de viticulture et d'élevage (Vendée) : avenant n° 69 du 24 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} mars 2017	77
Horticulture et pépinières (Orne) : avenant n° 65 du 3 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} janvier 2017	79

Brochure n° 3609

Convention collective nationale

IDCC : 7010. – PERSONNEL DES ÉLEVAGES AQUACOLES

AVENANT N° 9 DU 8 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2017

NOR : AGRS1797099M

IDCC : 7010

Entre

Fédération française d'aquaculture (FFA)

D'une part, et

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes
FGTA FO

Fédération de l'agriculture CFTC-Agri

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I (salaires) sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes à compter du 1^{er} février 2017 :

« ANNEXE I

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL BRUT (151,67 heures)
100	9,77	1 481,82
130	9,80	1 486,37
140	9,91	1 503,05
150	10,02	1 519,73
160	10,17	1 542,48
170	10,33	1 566,75
180	10,53	1 597,09

COEFFICIENT	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL BRUT (151,67 heures)
225	11,26	1 707,80
250	12,16	1 844,31
300	13,01	1 973,23
400	14,71	2 231,07

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 8 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3612

Convention collective nationale
IDCC : 7001. – COOPÉRATIVES ET SOCIÉTÉS
D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE BÉTAIL ET VIANDE

AVENANT N° 134 DU 23 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2017

NOR : AGRS1797100M
IDCC : 7001

Entre
Coop de France bétail et viande
D'une part, et
Fédération générale agroalimentaire (FGA CFDT)
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation des tabacs et activités annexes (FGTA FO)
Fédération CFTC-Agri
Syndicat national de la coopération agricole CFE-CGC (SNCOA)
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Revalorisation de la grille des salaires au 1^{er} avril 2017

À compter du 1^{er} avril 2017, les salaires conventionnels mensuels, des niveaux I à IX inclus, sont revalorisés.

En conséquence, au 1^{er} avril 2017, la grille des salaires conventionnels pour 151,67 heures, s'établit comme suit pour les différents niveaux et échelons :

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	ECHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
O-E	I	1 485	1 509	1 538
	II	1 533	1 563	1 593
	III	1 594	1 624	1 657
	IV	1 678	1 711	1 744
AMTS	IV	1 678	1 744	1 812
	V	1 972	2 049	2 129
	VI	2 276	2 366	2 459

CATÉGORIE	NIVEAU	ECHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3
Cadres	VI	2276	2456	2650
	VII	2971	3204	3457
	VIII	3914	4222	4556
	IX	5080	5482	5916

Article 2

Par dérogation à l'article 18 de la convention collective nationale bétail et viande, aucun salaire réel mensuel ne devra être inférieur aux montants minima résultant de l'application du présent avenant.

Article 3

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 23 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3605

Convention collective nationale
IDCC : 7013. – ÉTABLISSEMENTS D'ENTRAÎNEMENT
DE CHEVAUX DE COURSES AU TROT

AVENANT N° 50 DU 3 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2017

NOR : AGRS1797102M
IDCC : 7013

Entre

Syndicat national des entraîneurs de chevaux de courses au trot en France

D'une part, et

FGTA FO

FGA CFDT

CFTC-Agri

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant de salaires n° 49 sont abrogées et remplacées par un nouvel avenant ainsi rédigé et applicable à compter du 1^{er} janvier 2017.

1. Salaires

Les salaires afférents à chaque emploi sont les suivants :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
100	10,30	1 562,20
105	10,36	1 571,30
110	10,43	1 581,92
115	10,55	1 600,12
120	10,68	1 619,84
135	11,12	1 686,57
150	11,94	1 810,94

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 3 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3616

Convention collective nationale

IDCC : 7002. – **COOPÉRATIVES AGRICOLES DE CÉRÉALES,
DE MEUNERIE, D'APPROVISIONNEMENT, D'ALIMENTATION
DU BÉTAIL ET D'OLÉAGINEUX**

AVENANT N° 126 DU 16 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2017

NOR : AGRS1797101M

IDCC : 7002

Entre

COOP de France, métiers du grain

COOP de France, nutrition animale

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire (FGA CFDT)

Syndicat national de la coopération et transformation agricoles (SNCOA CFE-CGC)

Union nationale des syndicats autonomes agriculture agroalimentaire (UNSA2A)

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les rémunérations minimales annuelles garanties (RAG) prévues par l'avenant n° 120 du 14 novembre 2013 abrogeant et remplaçant les avenants n°s 91 et 109, sont revalorisées par rapport aux montants en vigueur au titre de l'année 2016, de :

- + 0,75 % pour le coefficient hiérarchique 205 ;
- + 0,88 % le coefficient hiérarchique 210 ;
- + 1,02 pour le coefficient hiérarchique 215 ;
- + 1,15 % pour le coefficient hiérarchique 220 ;
- + 1,28 % pour le coefficient hiérarchique 225 ;
- + 1,21 % pour le coefficient hiérarchique 230 ;
- + 0,80 % pour les coefficients hiérarchiques 235 au coefficient 630 inclus.

Le barème correspondant à cette revalorisation figure en annexe du présent avenant. Ces rémunérations minimales annuelles garanties (RAG) constituent, par coefficient hiérarchique, la rémunération annuelle minimale en deçà de laquelle aucun salarié, ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre 2017, ne pourra être rémunéré.

Article 2

Ce barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal, soit 35 heures ou 151,67 heures par mois. Il sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail du salarié ou de l'entreprise lorsque celui-ci est inférieur. Les dispositions de l'article 4 de l'avenant n° 120 relatives aux modalités de calcul et de vérification des rémunérations minimales annuelles garanties sont applicables aux minima annuels fixés par le présent avenant.

Article 3

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 16 février 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties pour l'année 2017

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RAG 13 MOIS	EXPRESSION MENSUELLE
I	205	19253	1 481,00
	210	19318	1 486,00
	215	19383	1 491,00
II	220	19448	1 496,00
	225	19513	1 501,00
	230	19578	1 506,00
	235	19708	1 516,03
III	240	19892	1 530,14
	250	20343	1 564,84
	260	21039	1 618,39
IV	270	21 714	1 670,32
	280	22 335	1 718,04
	290	23 031	1 771,60
V	300	23 689	1 822,20
	310	24 346	1 872,80
	320	25 037	1 925,90
VI	330	25 691	1 976,26
	340	26 371	2 028,50
	350	27 062	2 081,67
VII	360	27 724	2 132,58
	370	28 416	2 185,83
	380	29 110	2 239,24
	390	29 800	2 292,33
VIII	400	30 428	2 340,60
	410	31 085	2 391,12
	420	31 774	2 444,14
	430	32 463	2 497,15
IX	440	33 163	2 551,02
	450	33 842	2 603,26
	460	34 535	2 656,51
	470	35 216	2 708,90

NIVEAU	COEFFICIENT	RAG 13 MOIS	EXPRESSION MENSUELLE
X	480	35905	2761,91
	490	36595	2815,01
	500	37278	2867,55
	510	37968	2920,65
	520	38658	2973,66
XI	530	39402	3030,96
	540	40037	3079,77
	550	40721	3132,39
	560	41411	3185,49
	570	42101	3238,50
XII	580	42795	3291,91
	590	43474	3344,14
	600	44163	3397,16
	610	44852	3450,1
	620	45542	3503,27
XIII	630	46227	3555,89

Convention collective

**IDCC : 8215. – ENTREPRISES AGRICOLES DE DÉSHYDRATATION
(Champagne-Ardenne)
(20 mars 1970)**

(Étendue par arrêté du 16 juillet 1971,
Journal officiel du 17 août 1971)

**AVENANT N° 127 DU 12 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2017**

NOR : AGRS1797104M
IDCC : 8215

Entre

Fédération des déshydrateurs de la région Champagne-Ardenne

D'une part, et

FGTA FO pour la région Champagne-Ardenne

Unions départementales des syndicats CFDT

Syndicat CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I prévue à l'article 11 de la convention collective du 20 mars 1970 concernant la valeur horaire du point est remplacée par le barème annexé au présent avenant et prendra effet au 1^{er} février 2017.

Article 2

Les dispositions de l'avenant n° 126 du 29 avril 2016 seront abrogées au 1^{er} février 2017.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 12 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des salaires au 1^{er} février 2017

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	INDICE	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL base 151,67 heures	SALAIRE MENSUEL base 162,5 heures (*)
Conducteur engins agricoles	1	135	9,80	1 485,91	1 618,46
	2	155	10,70	1 622,25	1 766,96
	3	165	11,14	1 689,92	1 840,67
Chef d'équipe plaine	1	175	11,82	1 792,33	1 952,22
Chef de plaine	1	190	12,83	1 945,96	2 119,56
	2	205	13,84	2 099,59	2 286,89
	3	220	14,86	2 253,22	2 454,22
Conducteur de camion	1	140	10,04	1 522,68	1 658,51
	2	150	10,47	1 588,55	1 730,26
	3	160	10,93	1 657,48	1 805,34
	4	165	11,14	1 689,92	1 840,67
Conducteur engins manuten- tion	1	135	9,80	1 485,91	1 618,46
	2	140	10,04	1 522,68	1 658,51
	3	150	10,47	1 588,55	1 730,26
Assistant de fabrication	1	135	9,80	1 485,91	1 618,46
	2	145	10,25	1 554,85	1 693,55
	3	150	10,47	1 588,55	1 730,26
Pilote d'installation	1	155	10,70	1 622,25	1 766,96
	2	165	11,14	1 689,92	1 840,67
	3	175	11,82	1 792,33	1 952,22
Chef d'équipe fabrication	1	185	12,49	1 894,75	2 063,78
Responsable fabrication	1	210	14,18	2 150,80	2 342,67
Responsable d'usine	1	240	16,21	2 458,06	2 677,33
Agent d'entretien	1	145	10,25	1 554,85	1 693,55
	2	160	10,93	1 657,48	1 805,34
	3	180	12,15	1 843,54	2 008,00
Chef d'équipe entretien	1	195	13,17	1 997,17	2 175,33
Responsable atelier	1	205	13,84	2 099,59	2 286,89
	2	225	15,19	2 304,43	2 510,00
Agent de silo	1	145	10,25	1 554,85	1 693,55
	2	155	10,70	1 622,25	1 766,96

CATÉGORIE	NIVEAU	INDICE	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL base 151,67 heures	SALAIRE MENSUEL base 162,5 heures (*)
Chef d'équipe silo	1	170	11,48	1 741,12	1 896,44
Responsable stockage	1	210	14,18	2 150,80	2 342,67
Ouvrier de déshydratation	1	135	9,80	1 485,91	1 618,46
Secrétaire	1	155	10,70	1 622,25	1 766,96
	2	175	11,82	1 792,33	1 952,22
Secrétaire de direction	1	205	13,84	2 099,59	2 286,89
Assistante de direction	1	240	16,21	2 458,06	2 677,33
Agent administratif	1	135	9,80	1 485,91	1 618,46
	2	145	10,25	1 554,85	1 693,55
	3	155	10,70	1 622,25	1 766,96
Comptable	1	175	11,82	1 792,33	1 952,22
	2	190	12,83	1 945,96	2 119,56
	3	205	13,84	2 099,59	2 286,89
Responsable comptabilité	1	215	14,52	2 202,01	2 398,44
	2	225	15,19	2 304,43	2 510,00
Chef comptable	1	240	16,21	2 458,06	2 677,33
Contrôleur de gestion	1	225	15,19	2 304,43	2 510,00
Responsable ressources hu- maines	1	225	15,19	2 304,43	2 510,00
	2	240	16,21	2 458,06	2 677,33
Aide laborantin	1	135	9,80	1 485,91	1 618,46
	2	140	10,04	1 522,68	1 658,51
	3	150	10,47	1 588,55	1 730,26
Technico commercial	1	185	12,49	1 894,75	2 063,78
	2	200	13,51	2 048,38	2 231,11
	3	220	14,86	2 253,22	2 454,22
(*) Horaire réel, il est tenu compte des majorations pour heures supplémentaires.					

Valeur du point hiérarchique : 0,067528.

Aucun salaire ne saurait être inférieur au Smic fixé par voie réglementaire à 9,76 € par heure à compter du 1^{er} février 2017.

Convention collective

**IDCC : 8415. – ENTREPRISES DE TRAVAUX FORESTIERS,
DES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
ET DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS SYLVICULTEURS
(Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges)
(11 mars 2016)**

(Étendue par arrêté du 27 mars 2017,
Journal officiel du 7 avril 2017)

AVENANT N° 1 DU 26 JANVIER 2017

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : AGRS1797105M

IDCC : 8415

Entre

Fédération nationale du bois

Syndicat des exploitants forestiers et industriels du bois de Meurthe-et-Moselle et de Meuse

Union régionale des scieurs de feuillus de Lorraine

Chambre patronale des exploitants forestiers et scieurs des Vosges

Entrepreneurs des territoires Lorraine

Forestiers privés de Meurthe-et-Moselle

Forestiers privés de la Meuse

Forestiers privés de la Moselle/syndicat de propriétaires sylviculteurs

Forestiers privés des Vosges

D'une part, et

Fédération CFTC de l'agriculture

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Lorraine

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les annexes II et II *bis* de la convention collective interdépartementale du 11 mars 2016 du personnel des entreprises de travaux forestiers, des exploitations forestières et des propriétaires forestiers sylviculteurs des départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges sont abrogées et remplacées par une annexe II ainsi rédigée :

« Le Smic est un salaire de référence, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

À compter du 1^{er} janvier 2017, le Smic horaire est fixé à 9,76 €.

Article 1^{er}

Les salaires au temps

Les salaires horaires et mensuels minima concernant le personnel ouvrier sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures mensuelles)
A	9,76	1 480,30
B	9,91	1 503,05
C	10,35	1 569,78
D	10,80	1 638,04

Les salaires horaires et mensuels minima concernant le personnel administratif, commercial et technique (ACT) sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures mensuelles)
ACT1	9,76	1 480,30
ACT2		
Échelon 1	9,79	1 484,85
Échelon 2	9,81	1 487,88
ACT3		
Échelon 1	9,84	1 492,43
Échelon 2	9,89	1 500,02
ACT4	10,56	1 601,64
ACT5		
Échelon 1	11,29	1 712,35
Échelon 2	11,99	1 818,52
ACT6		
Échelon 1	13,08	1 983,84
Échelon 2	14,15	2 146,13

Les salaires horaires et mensuels minima concernant les agents de maîtrise sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures mensuelles)
AM I	11,19	1 697,19
AM II		
Échelon 1	12,61	1 912,56

CATÉGORIE	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures mensuelles)
Échelon 2	14,03	2 127,93
AM III		
Échelon 1	15,83	2 400,94
Échelon 2	17,60	2 669,39

Les salaires horaires et mensuels minima concernant les cadres sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures mensuelles)
C 1	14,38	2 181,01
C 2	17,24	2 614,79
C 3	19,37	2 937,85
C 4	20,78	3 151,70
C 5	21,52	3 263,94
C 6	22,57	3 423,19
C 7	24,00	3 640,08
C 8	25,79	3 911,57

Article 2

Les rémunérations à la tâche

Les rémunérations à la tâche des salariés occupés aux travaux listés ci-dessous sont fixées comme suit :

I. – Grumes

Feuillus toutes essences

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE (par mètre cube)
1 ^{re} catégorie : abattage de grumes dans les futaies et taillis sous futaies, avec ébranchage et découpe, sans façonnage des houppiers	3,98
2 ^e catégorie : abattage dans les futaies avec façonnage des houppiers :	
– avec mise en andain	6,58
– sans mise en andain	5,36
3 ^e catégorie : abattage dans les coupes de régénération sans ouverture de place et chemin :	
– avec mise en andain	6,77
– sans mise en andain	5,56
4 ^e catégorie : abattage dans les taillis sous futaies avec exploitation des taillis :	
– avec mise en andain	7,23
– sans mise en andain	5,86

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE (par mètre cube)
5 ^e catégorie : abattage dans les taillis sous futaies sans exploitation du taillis mais avec ouverture de place et chemin :	
– avec mise en andain	7,79
– sans mise en andain	6,13

Peupliers

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE (par mètre cube)
Abattage sans façonnage des houppiers	2,90
Abattage avec façonnage des houppiers :	
– avec mise en andain	5,41
– sans mise en andain	4,21

Résineux (le cubage est exclusivement sous écorce)

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE (par mètre cube)
Coupe d'éclaircie	6,36
Coupe à blanc étoc	6,13

Traits de découpe de qualité

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Diamètre jusqu'à 65 cm, le trait	0,88
Diamètre supérieur à 65 cm, le trait	1,40

II. – Tous bois d'industrie ou de trituration non écorcés

Au stère : La surmesure d'usage suivant la nature du bois de 20 % sur les 2 mètres : – avec mise en andain – sans mise en andain	Gré à gré
À la tonne :	Gré à gré

III. – Autres bois
(Cube unitaire conventionnel admis)

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Poteaux : Bruts le m ³	10,06

IV. – Bois de chauffage

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Fendu et enstéré	Gré à gré

V. – Travaux divers

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Travaux ne pouvant être fait à la pièce :	
– journée en régie sans machine	68,45
– journée en régie avec machine	70,98

Article 2

L'avant dernier alinéa de l'article 55 de la convention collective interdépartementale du 11 mars 2016 du personnel des entreprises de travaux forestiers, des exploitations forestières et des propriétaires forestiers sylviculteurs des départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'entrée en vigueur de la prime d'ancienneté est fixée au 1^{er} janvier de l'année civile qui suit l'entrée en application de la présente convention collective. »

L'entrée en vigueur de la prime d'ancienneté et la fixation de la valeur du point servant à son calcul entreront en vigueur et seront fixées pour la première fois au début de l'année civile qui suit l'entrée en application de la convention collective.

Article 3

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter de la date d'application de la convention collective interdépartementale du 11 mars 2016 du personnel des entreprises de travaux forestiers, des exploitations forestières et des propriétaires forestiers sylviculteurs des départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Article 4

En application de la circulaire SG/SAFSL/SDTPS/C2010-1509 du 1^{er} juin 2010, le montant maximum des indemnités forfaitaires pour frais de mécanisation pouvant être déduites de l'assiette de cotisations sociales des ouvriers bûcherons est fixé comme suit :

- 1,25 € par m³ pour les grumes de bois d'œuvre ;
- 2,16 € par m³ apparent (remplace l'ancienne unité de stère) ou 3,82 € par tonne pour les bois d'industrie et bois de feu.

Le montant de ces indemnités est applicable aux gains et rémunérations versés aux ouvriers bûcherons depuis le 1^{er} juillet 2010.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition dans un délai de 15 jours suivant la signature.

Fait à Nancy, le 26 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 9091. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Ariège)
(18 juin 1979)**

(Étendue par arrêté du 14 novembre 1979,
Journal officiel du 14 décembre 1979)

**AVENANT N° 97 DU 2 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX**

NOR : AGRS1797106M

IDCC : 9091

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles

D'une part, et

FGA CFDT

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La rémunération des salariés agricoles est fixée comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
I – échelon 1	9,76	1 480,29
I – échelon 2	10,04	1 522,76
II	10,73	1 627,42
III	11,60	1 759,38
IV	12,60	1 911,04

Article 2

La rémunération du personnel d'encadrement est fixée comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Cadre du 3 ^e groupe 215	13,81	2 094,56
Cadre du 2 ^e groupe 260	14,39	2 182,53
Cadre du 1 ^{er} groupe 450	17,61	2 670,91

Article 3

Les dispositions de l'article 61 relatives à la rémunération des gardiens de troupeaux en estive sont modifiées comme suit :

« Article 61 Salaires

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL calculé sur la base forfaitaire de 42 heures par semaine
I	9,76	1 850,32
II – échelon 1	10,04	1 903,40
II – échelon 2	10,73	2 034,14
III	11,60	2 199,16
IV	12,60	2 388,74

Article 4

Entrée en vigueur

Le 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Foix, le 2 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9191. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE,
ET DE CULTURES SPÉCIALISÉES ET CUMA
(Corrèze)
(24 mai 1967)**

(Étendue par arrêté du 18 juillet 1968,
Journal officiel du 24 août 1968)

**AVENANT N° 146 DU 19 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2017**

NOR : AGRS1797107M
IDCC : 9191

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Corrèze

Fédération départementale des CUMA de la Corrèze

Syndicat des maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes de la Corrèze

FDSEF MODEF de la Corrèze

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Limousin

SNCEA CFE-CGC

FSCOPA CFTC

D'autre part

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 17 de la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de poly-culture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés et les CUMA de la Corrèze du 24 mai 1967 est modifié comme suit :

« Article 17

Rémunération de base

Salaires horaires

(En euros.)

	Niveau I. – Emplois d'exécutants	
100	Échelon 1	9,76
110	Échelon 2	9,78

120	Niveau II. – Emplois spécialisés	
	Échelon 1	9,90
130	Échelon 2	9,99
140	Niveau III. – Emplois qualifiés	
	Échelon 1	10,18
150	Échelon 2	10,26
160	Niveau IV. – Emplois hautement qualifiés	
	Échelon 1	10,65
170	Échelon 2	11,07

Article 2

L'article 4 de l'avenant « Cadres » du 30 mai 1967 à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de polyculture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés et les CUMA de la Corrèze du 24 mai 1967 est modifié comme suit :

« Article 4

Salaires

La rémunération du personnel d'encadrement se compose d'un salaire mensuel et d'une prime d'intéressement librement débattue entre les parties.

Le salaire mensuel de base des cadres est fixé comme suit :

(En euros.)

SALAIRE DES CADRES	SALAIRE MENSUEL DE BASE
Cadre du 1 ^{er} groupe (coef. 350)	3 544
Cadre du 2 ^e groupe (coef. 280)	3 454
Cadre du 3 ^e groupe (coef. 200)	2 374
Cadre du 4 ^e groupe (coef. 180)	2 127

Article 3

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 4

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et un exemplaire sera déposé à l'unité territoriale DIRECCTE de la Corrèze.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-26 et suivants du code du travail.

Fait à Tulle, le 19 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9494. – EXPLOITATIONS DE CULTURES LÉGUMIÈRES
(Maine-et-Loire)
(4 janvier 1968)**

(Étendue par arrêté du 25 août 1969,
Journal officiel du 1^{er} novembre 1969)

**AVENANT N° 77 DU 27 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2017**

NOR : AGRS1797110M
IDCC : 9494

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Maine-et-Loire (section légumes)

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Maine-et-Loire

Syndicat des salariés des organismes et professions agricoles de l'Anjou CFTC

Union départementale FO

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Sont modifiées comme suit les dispositions de l'annexe I de la convention collective, en date du 4 janvier 1968, réglementant les conditions de travail et de rémunération des salariés et apprentis des exploitations de cultures légumières de Maine-et-Loire.

« ANNEXE I

BARÈME DES RÉMUNÉRATIONS FIXÉES EN APPLICATION
DES ARTICLES 17 ET 18 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Grille des salaires

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	SALAIRE HORAIRE ET MENSUEL au 1 ^{er} janvier 2017 (151,67 heures)
I. – Agents d'exécution		

COEF.	EMPLOI	SALAIRE HORAIRE ET MENSUEL au 1 ^{er} janvier 2017 (151,67 heures)	
110	Manœuvre	9,76	1 480,30
145	Ouvrier	9,83	1 490,92
155	Ouvrier qualifié	9,87	1 496,98
I. – Agents d’encadrement			
180	Chef d’équipe	9,95	1 509,12
220	Contremaître	10,54	1 598,60
300	Chef de cultures	13,03	1 976,26
330	Cadres du 1 ^{er} groupe	13,93	2 112,76

Article 2

Les parties signataires demandent l’extension du présent avenant.

Fait à Angers, le 27 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8243. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION DE CHAMPIGNONS
(Centre)
(26 mars 1986)**

(Étendue par arrêté du 23 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

**AVENANT N° 29 DU 23 MARS 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2017**

NOR : AGRS1797103M
IDCC : 8243

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA)

D'une part, et

CFTC-Agri

SNCEA CFE-CGC

Force ouvrière

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Revalorisation des salaires minima au 1^{er} avril 2017

L'annexe I prévue à l'article 20 de la convention collective régionale du 26 mars 1986 est modifiée à compter du 1^{er} avril 2017.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
1. Ouvriers			
Ouvrier débutant	110	9,76	1 480,30
Ouvrier	111	9,78	1 483,33
OS1	112	9,83	1 490,92
OS2	116	9,85	1 493,95
OQ	124	9,90	1 501,53
OHQ	132	10,23	1 551,58

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Agent de contrôle	140	10,54	1 598,60
Agent technique	150	10,95	1 660,79
2. Personnel d'encadrement			
Cadre 3 ^e groupe	170	11,52	1 747,24
Cadre 3 ^e groupe	180	11,91	1 806,39
Cadre 2 ^e groupe	200	12,56	1 904,98
Cadre 2 ^e groupe	225	13,88	2 105,18
Cadre 1 ^{er} groupe	280	16,67	2 528,34

Article 2

Dépôt légal. – Extension

Les parties demandent l'extension du présent avenant, qui est remis à chacune des parties présentes et qui sera déposé au siège de la DIRECCTE Centre-Val de Loire, pôle politique du travail, 12, place de l'Étape, CS 85809, 45058 Orléans Cedex 1.

Fait à Blois, le 23 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

IDCC : 9492. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES**
(Maine-et-Loire)
(23 novembre 1970)

(Étendue par arrêté du 15 juin 1972,
Journal officiel du 13 juillet 1972)

AVENANT N° 108 DU 26 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2017

NOR : AGRS1797109M
IDCC : 9492

Entre

FNPHP de l'Anjou et du Maine

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Maine-et-Loire

Union départementale FO

SNCEA CFE-CGC

Syndicat des salariés des organismes et professions agricoles de l'Anjou CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I à la convention collective susvisée est modifiée comme suit :

« ANNEXE I

BARÈME DES RÉMUNÉRATIONS FIXÉES EN APPLICATION
DES ARTICLES 19 ET 20 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Montant des salaires

Les salaires horaires et mensuels afférents à chaque niveau ou échelon ressortent à :

(En euros.)

EMPLOIS	NIVEAU	SALAIRE HORAIRE et mensuel au 1 ^{er} avril 2017 Base horaire : 151,67 heures
I. – Personnel d'exécution des exploitations		
Niveau 1. – Emplois d'exécutants		

EMPLOIS	NIVEAU	SALAIRE HORAIRE et mensuel au 1 ^{er} avril 2017 Base horaire : 151,67 heures	
Échelon 1	N1	9,76	1 480,30
Niveau 2. – Emplois spécialisés			
Échelon 1	N2E1	9,83	1 490,92
Échelon 2	N2E2	9,84	1 492,43
Niveau 3. – Emplois qualifiés			
Échelon 1	N3E1	9,90	1 501,53
Échelon 2	N3E2	10,02	1 519,73
Niveau 4. – Emplois hautement qualifiés			
Échelon 1	N4E1	10,20	1 547,03
Échelon 2	N4E2	10,42	1 580,40
II. – Personnel d’encadrement			
Techniciens et agents de maîtrise (TAM)			
Niveau 1. – TAM1			
Échelon 1	TAM 1 E1	10,88	1 650,17
Échelon 2	TAM 1 E2	11,33	1 718,42
Niveau 2. – TAM2			
Échelon 1	TAM 2 E1	12,40	1 880,71
III. – Cadres			
Échelon 1	Cadre 1E1	13,62	2 065,74
Échelon 2	Cadre 1E2	15,19	2 303,87

Article 2

Les parties signataires demandent l’extension du présent avenant, qui sera déposé à l’unité départementale de Maine-et-Loire de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi des Pays de la Loire, 12, rue Papiou-de-la-Verrie, CS 23607, 49036 Angers Cedex 1.

Fait à Angers, le 26 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9852. – EXPLOITATIONS HORTICOLE ET DES PÉPINIÈRES
(Vendée)
(28 janvier 1969)**

(Étendue par arrêté du 16 juin 1971,
Journal officiel du 27 juillet 1971)

**AVENANT N° 85 DU 23 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2017**

NOR : AGRS1797113M
IDCC : 9852

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vendée

D'une part, et

Union départementale du syndicat SGA CFDT de la Vendée

Union départementale du syndicat CGT-FO de la Vendée

Union départementale du syndicat CFE-CGC de la Vendée

Union départementale du syndicat CFTEC de la Vendée

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de la section 2, article 20, de la convention collective sont modifiées comme suit à compter du 1^{er} mars 2017 :

(En euros.)

NIVEAU et définition des emplois	COEF.	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau I. – Agents de production			
Échelon 1	011	9,76	1 480,27
Échelon 2	012	9,90	1 501,53
Niveau II. – Agents techniques spécialisés			
Échelon 1	021	10,01	1 518,22
Échelon 2	022	10,13	1 536,42
Niveau III. – Agents techniques qualifiés			
Échelon 1	031	10,29	1 560,68

NIVEAU et définition des emplois	COEF.	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Échelon 2	032	10,49	1 591,02
Niveau IV. – Agents hautement qualifiés			
Échelon 1	041	10,81	1 639,55
Échelon 2	042	11,23	1 703,25
Niveau V. – Emplois de techniciens et agents de maîtrise			
Technicien Agent de maîtrise	051	13,15	1 994,46
Personnel d'encadrement			
Niveau I. – Cadre	061	15,91	2 413,07
Niveau II. – Cadre	071	19,11	2 898,41

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès de la DIRECCTE des Pays de la Loire, unité départementale de la Vendée, cité administrative Travot, BP 789, 85020 La Roche-sur-Yon Cedex.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 23 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
IDCC : 9853. – EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES
(Vendée)
(28 février 1968)
(Étendue par arrêté du 16 juin 1971,
Journal officiel du 27 juillet 1971)

AVENANT N° 91 DU 23 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2017
NOR : AGRS1797114M
IDCC : 9853

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vendée

D'une part, et

Union départementale du syndicat FGA CFDT de la Vendée

Union départementale du syndicat CGT-FO de la Vendée

Union départementale du syndicat CFE-CGC de la Vendée

Union départementale du syndicat CFTEC de la Vendée

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 19 de la convention collective sont modifiées comme suit à compter du 1^{er} mars 2017 :

(En euros.)

NIVEAU et définition des emplois	COEF.	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau I. – Agents de production			
Échelon 1	011	9,76	1 480,27
Échelon 2	012	9,87	1 496,98
Niveau II. – Agents techniques spécialisés			
Échelon 1	021	9,99	1 515,18
Échelon 2	022	10,10	1 531,87
Niveau III. – Agents techniques qualifiés			
Échelon 1	031	10,27	1 557,65

NIVEAU et définition des emplois	COEF.	SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Échelon 2	032	10,47	1 587,98
Niveau IV. – Agents hautement qualifiés			
Échelon 1	041	10,79	1 636,52
Échelon 2	042	11,47	1 739,65
Niveau V. – Emplois de techniciens et agents de maîtrise			
Technicien Agent de maîtrise	051	13,17	1 997,49
Personnel d'encadrement			
Niveau I. – Cadre	061	15,64	2 372,12
Niveau II. – Cadre	071	18,88	2 863,53

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès de la DIRECCTE des Pays de la Loire, unité départementale de la Vendée, cité administrative Travot, BP 89, 85020 La Roche-sur-Yon Cedex 2.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 23 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9491. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,
DE VITICULTURE ET D'ÉLEVAGE
(Maine-et-Loire)
(31 janvier 1980)**

(Étendue par arrêté du 31 octobre 1980,
Journal officiel du 2 décembre 1980)

**AVENANT N° 88 DU 27 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2017**

NOR : AGRS1797108M
IDCC : 9491

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Maine-et-Loire

Fédération viticole de l'Anjou

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT de Maine-et-Loire

Union départementale FO

SNCEA CFE-CGC

Syndicat des salariés des organismes et professions agricoles de l'Anjou CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I à la convention collective susvisée est modifiée comme suit :

« Barème des rémunérations fixées en application des articles 18 et 20 de la convention collective

Montant des salaires

Les salaires mensuels et horaires afférents à chaque coefficient hiérarchique, après arrondissement s'il y a lieu, ressortent à :

(En euros.)

COEF.	CATÉGORIE D'EMPLOI	SALAIRE MENSUEL ET HORAIRE au 1 ^{er} février 2017	
I. – Personnel d'exploitation			
	Niveau 1. – Emplois d'exécutants		

COEF.	CATÉGORIE D'EMPLOI	SALAIRE MENSUEL ET HORAIRE au 1 ^{er} février 2017	
	Appellation : aide d'exploitation, de vignoble, de culture ou d'élevage		
110	Échelon 1	9,76	1 480,30
120	Échelon 2	9,78	1 483,33
	Niveau 2. – Emplois spécialisés		
	Appellation : agent d'exploitation, de vignoble, de culture ou d'élevage		
210	Échelon 1	9,81	1 487,88
220	Échelon 2	9,85	1 493,95
	Niveau 3. – Emplois qualifiés		
	Appellation : agent qualifié d'exploitation, de vignoble, de culture ou d'élevage		
310	Échelon 1	10,04	1 522,77
320	Échelon 2	10,34	1 568,27
	Niveau 4. – Emplois hautement qualifiés		
	Appellation : technicien d'exploitation, de vignoble, de culture ou d'élevage		
410	Échelon 1	11,31	1 715,39
420	Échelon 2	12,33	1 870,09
II. – Personnel de bureau			
110	Employé de bureau débutant	9,76	1 480,30
210	Employé de bureau	9,81	1 487,88
310	Employé de bureau très qualifié	10,04	1 522,77
410	Agent administratif et comptable	11,31	1 715,39
III. – Personnel d'encadrement			
176	Groupe III : chef d'équipe ou contremaître	12,39	1 879,19
245	Groupe II : chef de cultures ou gérant d'exploitation	14,93	2 264,43
320	Groupe I : directeur d'exploitation ou régisseur	19,18	2 909,03

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de Maine-et-Loire de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Pays de Loire, 12, rue Papiau-de-la-Verrie, CS 23607, 49036 Angers Cedex 1.

Fait à Angers, le 27 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
IDCC : 9851. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,
DE VITICULTURE ET D'ÉLEVAGE
(Vendée)
(21 décembre 1982)
(Étendue par arrêté du 6 février 1984,
Journal officiel du 15 février 1984)

AVENANT N° 69 DU 24 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2017
NOR : AGRS1797112M
IDCC : 9851

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vendée

D'une part,

Union départementale du syndicat SGA CFDT de la Vendée

Union départementale du syndicat CGT-FO de la Vendée

Union départementale du syndicat CFE-CGC de la Vendée

Union départementale du syndicat CFTC de la Vendée

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de la section 2, article 18, de la convention collective sont modifiées comme suit à compter du 1^{er} mars 2017 :

(En euros.)

NIVEAU et définition des emplois	COEF.	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau I. – Agents de production	101	9,76	1 480,27
Niveau II. – Agents techniques spécialisés			
échelon 1	201	9,96	1 510,63
échelon 2	202	10,07	1 527,32
Niveau III. – Agents techniques qualifiés			
échelon 1	301	10,18	1 544,00
échelon 2	302	10,32	1 565,23

NIVEAU et définition des emplois	COEF.	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau IV. – Agents hautement qualifiés			
échelon 1	401	10,63	1 612,25
échelon 2	402	11,76	1 783,64
Emplois de techniciens et agents de maîtrise			
Technicien			
Agent de maîtrise	501	13,23	2 006,59
Personnel d'encadrement			
niveau I : cadre	601	16,88	2 560,19
niveau II : cadre	701	21,02	3 188,10

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès de la DIRECCTE des Pays de la Loire, unité départementale de la Vendée, cité administrative Travot, BP 789, 85020 La Roche-sur-Yon Cedex 2.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 24 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
IDCC : 9613. – BRANCHES SPÉCIALISÉES DE L'HORTICULTURE
ET DES PÉPINIÈRES
(Orne)
(24 septembre 1969)
(Étendue par arrêté du 6 octobre 1972,
Journal officiel du 3 novembre 1972)

AVENANT N° 65 DU 3 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2017

NOR : AGRS1797111M
IDCC : 9613

Entre

Syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de l'Orne

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire CFDT

Union régionale des syndicats CFTC-Agri de Basse-Normandie

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 16 « Mode de calcul des salaires » de la convention collective du 24 septembre 1969 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les salaires horaires sont fixés à compter du 1^{er} janvier 2017, sous réserve de l'application du Smic, à :

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 152 heures)
110	9,76	1 483,52
210	9,96	1 513,92
220	10,06	1 529,12
310	10,27	1 561,04
320	10,39	1 579,28
410	10,84	1 647,68

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 152 heures)
420	11,11	1 688,72
450	11,85	1 801,20
500	12,31	1 871,12
550	13,29	2 020,08
660	14,37	2 184,24

Article 2

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2017 et les parties signataires en demandent l'extension.

Fait à Alençon, le 3 février 2017.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou
165170210-000517
Direction de l'information légale et administrative
ISSN en cours
